

*Initiatives parlementaires*

Beaucoup de choses dans notre société disent aux femmes qu'elles sont quantité négligeable, alors que l'on dépense beaucoup d'argent à leur dire que leur seule valeur est sexuelle.

Si nous voulons résoudre la question des grossesses non désirées, nous devons nous attaquer au problème de l'exploitation sexuelle des enfants. Si nous ne le faisons pas, quel sera le résultat? Ce sera celui que l'on voit en ce moment: 66 000 avortements par année au coût que cela suppose sur le plan financier, mais surtout psychologique.

Nous voyons à nouveau de jeunes femmes abandonner l'école, vivre dans la pauvreté et menacer leur santé.

Si nous ne nous attaquons pas à la question des grossesses non désirées, ce sera encore un cas de discrimination basée sur le sexe. Les garçons ne tombent pas enceints. Les garçons n'ont pas à se préoccuper d'une grossesse éventuelle. Ce sont uniquement les femmes qui en supportent le coût économique, social et sanitaire. Ce coût, c'est leur avenir.

Nous ne faisons que renouveler le cycle lorsque nos enfants ont des enfants et qu'ils essayent de les élever. Il n'est pas surprenant que nous ayons des problèmes à trouver une politique publique à ce sujet. Croyez-le ou non, on peut vendre ou distribuer légalement des renseignements sur la contraception que depuis 20 ans seulement dans ce pays. Si l'épidémie de SIDA étaient apparue il y a 22 ans, il aurait été impossible d'entrer dans une pharmacie et d'acheter des préservatifs.

Il n'est donc pas surprenant que nous ayons encore du mal à situer notre politique en matière de planification des naissances ou de planification familiale. Les régimes d'assurance de nombre de provinces ne couvrent même pas le coût des contraceptifs, et l'on se demande pourquoi nous avons des grossesses non désirées.

Nous avons besoin de parler de prévention. Pourtant, nous réduisons le financement des programmes provinciaux qui traitent de la pauvreté et des problèmes touchant les jeunes femmes dont j'ai parlé.

Des restrictions budgétaires imposées au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, minent le genre de programmes dont la députée vient de parler. En fait, on y supprime des programmes de prévention de l'ivresse au volant à cause des réductions budgétaires et des compressions de personnel.

Nous sommes en train de sacrifier ces programmes de prévention. Nous éliminons des programmes d'emploi d'été qui permettent, entre autres, à quelques-uns des jeunes dont j'ai parlé de retourner à l'école en automne. Sans ces emplois d'été, ils ne retourneraient jamais aux études.

Enfin, je voudrais parler des lettres que j'ai adressées à plusieurs ministres de la Santé nationale et du Bien-être social pour leur demander pourquoi on ne faisait pas de recherches sur la contraception. Nous avons créé le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés qui était censé surveiller le prix des médicaments et la façon dont les compagnies, qui jouissaient d'une nouvelle protection de leurs bénéfices, utilisaient leurs budgets de recherche.

Pourtant, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social ne se préoccupe pas de savoir pourquoi ces budgets ne prévoient pas la recherche sur la contraception et la prévention des grossesses.

Nous avons le devoir de renseigner nos enfants, de les éduquer et de leur offrir des programmes. Nous nous devons tout particulièrement de faire comprendre à ces jeunes femmes qu'elles ont quelque chose de précieux à offrir et qu'elles n'ont pas à avoir une vie sexuelle active pour le faire.

Nous devons aborder ce genre de questions lorsque nous parlons de programmes de prévention des grossesses non désirées.

J'espère que la Chambre appuiera cette motion. C'est peut-être le coup d'envoi d'un programme qui permettra à nos jeunes de mener une vie pleine et entière sans une grossesse indésirée.

**M. Stan Darling (Parry Sound—Muskoka):** Madame la Présidente, je suis heureux de dire quelques mots au sujet de cette question si importante.

En ce qui concerne la grossesse chez les jeunes, le gouvernement a adopté une politique globale vis-à-vis de l'hygiène sexuelle et de la santé périnatale. Nous nous attaquons à ce genre de problèmes en créant des programmes qui préconisent des comportements sexuels responsables. Le gouvernement reconnaît qu'il est nécessaire de faire quelque chose pour réduire les risques de grossesse chez les jeunes au Canada.

Nous savons que, dans certains cas, l'activité sexuelle commence à se manifester très tôt chez les jeunes. Dans une enquête sur le SIDA et les jeunes au Canada, des jeunes de 14 ans et de 16 ans ont déclaré qu'ils avaient eu des relations sexuelles au moins une fois, dans une proportion de un sur cinq dans le premier groupe, et de un sur deux dans le deuxième.

En 1987, 36 000 adolescentes canadiennes sont tombées enceintes. C'est là un nombre vraiment trop important d'adolescentes qui se sont trouvées dans cette situation avant d'y être prêtes sur les plans social, économique, physique et affectif. Les conséquences de devenir mère à un âge précoce ont été bien documentées et peuvent être graves pour l'adolescente elle-même, pour l'enfant, pour la famille, pour les parents et pour la société.